

Le colloque « La Palestine et l'Europe : poids du passé et dynamiques contemporaines »

Les 13 et 14 novembre prochains doit se tenir dans les locaux du Collège de France un colloque intitulé « La Palestine et l'Europe : poids du passé et dynamiques contemporaines ». Il réunit autour de cette thématique des scientifiques relevant d'une pluralité d'institutions internationales dans huit ateliers chargés de produire des analyses académiques sur des questions qui touchent à la compréhension d'un monde d'une rare complexité.

Faisant l'objet de pressions pour obtenir son annulation, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace a choisi de céder en préférant renoncer à la tenue de cet événement scientifique, et en en faisant porter la responsabilité à l'administrateur du Collège de France. Cet acte d'une rare gravité constitue une atteinte à la liberté académique en France. Il entrave le travail de scientifiques dont la mission est de produire des savoirs soumis à leurs pairs.

La production et la diffusion de la science, l'exercice exigeant de la recherche doivent se faire en dehors de toutes pressions politiques, économiques, philosophiques ou religieuses. Pour la 21^e section du CNU, il est inconcevable qu'un bâillon soit apposé de la sorte sur la production et le débat scientifique. Si, comme l'administrateur du Collège de France l'affirme, la sécurité du colloque n'était pas garantie, c'est le rôle des différentes administrations de tout faire pour l'assurer et préserver ainsi cet exercice de la recherche.

La 21^e section du CNU demande au ministre, garant du bon fonctionnement de l'institution dont il a la charge, qu'il préserve l'indépendance de la recherche en assurant la tenue de ce colloque.